

- Exemple B** – Rapport des vérificateurs se rapportant aux états financiers à usage général d'un conseil scolaire lorsque les fonds générés par les écoles sont inclus mais il y a limitation de l'étendue de la vérification en ce que les vérificateurs ne peuvent pas vérifier l'intégralité de l'information relative aux revenus tirés d'activités de collecte de fonds.
- Paragraphe d'introduction à la note sur les principales conventions comptables.
 - Paragraphe d'introduction à la note sur l'adoption de recommandations comptables dans le secteur public

Rapport des vérificateurs

Aux conseillers et conseillères scolaires
du Conseil scolaire de district de Localité

Nous avons vérifié l'état (consolidé) de la situation financière du Conseil scolaire de district de Localité au 31 août 2004 et les états (consolidés) des activités financières et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du conseil. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Sauf comme il est expliqué dans le paragraphe qui suit, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme beaucoup de conseils scolaires, les écoles tirent des revenus d'activités de collecte de fonds organisées tout au long de l'année. Les documents et les contrôles nécessaires n'étaient pas en place durant l'année pour nous permettre de vérifier avec certitude l'intégralité de l'information relative à ces revenus. Par conséquent, notre vérification s'est limitée aux montants inscrits dans les registres des écoles et nous n'avons pas été en mesure de déterminer s'il convient de redresser les revenus tirés d'activités de collecte de fonds, le produit net, l'actif financier et la situation financière nette.

À notre avis, sauf en ce qui concerne l'incidence des redressements, le cas échéant, que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions pu avoir la certitude de l'intégralité de l'information relative aux revenus tirés d'activités de collecte de fonds dont il est question dans le paragraphe précédent, ces états financiers (consolidés) donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil scolaire de district de Localité au 31 août 2004 et des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Comptables agréés

_____ (Ontario)
Date

Principales conventions comptables

Les états (consolidés) financiers sont dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus en matière d'administration locale établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés.

(poursuivre le sommaire des principales conventions comptables)

Adoption des recommandations comptables dans le secteur public

À partir de 2004, le conseil a adopté des principes comptables généralement reconnus appliquant les normes comptables en matière d'administration locale émises par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés. Les chiffres correspondants de la période précédente inclus dans ces états financiers ont été retraités pour qu'ils soient conformes aux normes comptables adoptées pour l'exercice en cours, sauf que les soldes des fonds générés par les écoles et les activités de collecte de fonds de 2002-2003 n'ont pas été inclus, cette information n'étant pas disponible.

(poursuivre l'énoncé sur le retraitement des données)